

Rencontre nationale des 28 et 29 juin 2008

Assises du NPA : compte rendu des travaux et commissions

mercredi 9 juillet 2008, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 29 juin 2008).

Lors des assises du « Nouveau parti anti-capitaliste » (NPA) des 28 et 29 juin 2008, des commissions par thèmes se sont réunies. Nous en publions les comptes rendus soit ci-dessous, soit dans les rubriques thématiques concernées (un lien est créé dans ce dernier cas).

Dernière mise à jour : 19 juillet 2008

De nouveaux comptes rendus seront mis en ligne dès que possible.

Sommaire

- [Rapport de la commission « \(...\)](#)
- [Le choix du nom pour le NPA](#)
- [Commission sur les quartiers](#)
- [Commission sur les travail \(...\)](#)
- [Commissin écologie](#)
- [Commissin LGBTI](#)
- [Compte rendu des débats de \(...\)](#)
- [Commission sur le site Interne](#)
- [Commission sur les campagnes](#)
- [La commission jeune](#)
- [Internationalisme - NPA \(...\)](#)
- [Comptes rendus dans Rouge](#)

Rapport de la commission « organisation du processus »

Les discussions ont été longues et nombreuses sur l'ensemble des sujets. Certaines décisions ne font pas un accord unanime mais il semble qu'elles fassent au moins un large accord. Rappelons que, quoi qu'il en soit, tout cela est transitoire.

Echéances :

Les échéances, dans l'ordre chronologique, sont les suivantes :

- l'investissement par le npa de la journée qui lui est réservée au cours de l'Université d'été de la LCR à Port Leucate du 23 au 27 août
- une nouvelle réunion nationale des comités à l'automne, fin octobre/début novembre

- un congrès fin janvier 2009, pas trop tôt pour laisser le temps au processus encore en plein développement, pas trop tard parce que les échéances européennes sont proches et qu'il serait fâcheux qu'à ces élections, il y ait des listes de la LCR et pas des listes du npa

Tâches du comité d'animation

Le comité d'animation est mis en place pour assumer le transfert progressif des tâches qui étaient jusque là assurées par la direction de la ligue. Une première liste de tâches a été définie :

- assurer la circulation et la diffusion de l'information, sous des formes à définir mais accessibles, en mettant en place les outils adéquats (liste internet ...)
- animer le processus, par exemple animer des réunions publiques là où des comités demandent des orateurs nationaux, produire du matériel ...
- prendre en charge le fait de renouveler l'appel, cette fois en tant que npa, aux autres forces politiques à gauche du PS, LO, AL, PC, Collectifs antilibéraux ...
- préparer le congrès qui pourrait s'organiser autour de 3 textes, un sur le fonctionnement (statuts), un premier document programmatique (même si tout ne sera pas tranché au congrès et que la discussion se poursuivra sur une série de questions), un document de « conjoncture » qui indique nos orientations dans la situation.

L'idée est qu'il y ait un début de rédaction et des allers-retours avec les comités.

Autres remarques

- On fait le choix de ne pas donner d'indication en termes de structuration intermédiaire du processus : les comités font ce qui correspond politiquement à leurs besoins, il n'est pas question d'imposer d'en haut un type de structuration à un processus qui présente des rythmes très différenciés.
- le Comité d'Animation a été désigné et pas élu (de même qu'il n'a été procédé à aucun vote durant la rencontre) étant donné la réalité du processus, le mode de délégation actuel etc. En revanche l'idée est d'avancer vers une forme de représentativité d'ici la réunion de l'automne. Pour cela il faut matérialiser l'engagement dans le processus. Cette question a été abordée conjointement à celle du financement. On a résolu de ne pas proposer un système de cotisations avant le congrès, et de continuer d'ici là bon an mal an avec un système hybride d'auto financement des comités et de financement de la ligue. On propose en revanche de mettre en place une carte de membre fondateur du npa, à cotisation unique d'ici le congrès, qui permettra d'avoir une idée plus précise de combien nous sommes, d'aborder la question de la représentativité et de commencer à régler la question financière.

Ce type de matérialisation exclut toute idée qu'on fermerait la porte et qu'on se contenterait de structurer l'existant : le processus constituant est ouvert jusqu'au congrès, et les membres fondateurs auront les mêmes droits, que leur engagement date de mars ou de décembre 2008. Il ne faut pas adopter un mode de structuration rigide qui reviendrait à ce que le dernier entré ferme la porte derrière lui mais avoir en tête les centaines, les milliers de gens qui vont rejoindre le processus avant même la fondation du parti.

Sur le comité d'animation

C'est sans doute le point qui a suscité le plus de débat et de discussion. Il faut insister sur le fait qu'il ne s'agit ni d'une direction ni de la future direction du parti en devenir mais d'une coordination chargée de prendre en charge les tâches qu'assurait la ligue jusque là. On est à un stade transitoire, le comité d'animation est donc transitoire et tout se rediscute à la réunion de l'automne.

La composition du comité peut être présentée en 4 groupes :

- les représentant-es des comités, qui sont des militant-es qui ne sont pas membres de la LCR, à deux exceptions près sur lesquelles on reviendra. Le souhait est que ce groupe soit majoritaire.
- les représentants de groupes politiques constitués (il y en a deux à cette étape, la Fraction l'Étincelle de Lutte Ouvrière et la Gauche Révolutionnaire) qui ont indiqué leur accord à cette étape pour participer au processus, avec une réserve en ce qui concerne l'issue finale de leur participation. Il y aura 2 observateurs pour la F. LO et un pour la GR. Le statut d'observateur est bien entendu temporaire.
- la représentation de la ligue : la proposition ne fait pas l'unanimité mais elle semble faire un accord majoritaire : à ce stade du processus, la représentation de la LCR sera assurée par le BP, c'est ce qui semble le plus adapté, pour que l'ensemble de la direction de la ligue soit partie prenante du comité d'animation et qu'il n'y ait pas de fait une double structure avec un BP qui continuerait à se réunir toutes les semaines et qui enverrait une délégation aux réunions du comité d'animation, également dans la perspective du transfert progressif des prérogatives de la ligue. Le BP est constitué de 21 membres, 10 femmes et 11 hommes, auxquels on ajoute deux personnes, 1 camarade (femme) des Bouches du Rhône dans le cadre d'une délégation importante, sachant que c'est le souhait des Bouches du Rhône et 1 camarade de Clermont (homme) également présenté par sa délégation.
- les représentants des comités jeunes au nombre de 6 (4f, 2h), 3 non jcr-lcr, 3 jcr-lcr

En ce qui concerne les représentant-es des comités, la délégation n'est pas encore entièrement finalisée. Il y a déjà 25 personnes sûres, 10 femmes et 14 hommes, 4 des Bouches du Rhône (2 f, 2 h), 2 de Bretagne (2 f), 2 du Vaucluse (2 h), 1 de Paris 13 (1 h), 1 de l'Hérault (1 f), 2 du Haut Rhin (2 h), 1 de Toulouse (1 h), 1 de Paris 20 (1 h), 1 de Paris 14 (1h), 1 du Limousin (1 f), 1 de Seine et Marne (1 f), 1 du 92S (1 h), 1 d'Auvergne (1 h), 3 de Gironde (1 f, 2 h), 2 du comité précaires Paris (1 f, 1 h). D'autres comités n'ayant pas encore eu le temps d'en discuter ont indiqué qu'ils souhaitaient disposer d'une semaine pour ce faire, entre autres Montreuil, le Lot et Garonne, le Gard, les Hautes Alpes, le Rhône, l'Essonne, la Dordogne, le 10, le 12, le 89, Loire Atlantique, les Hautes Alpes, d'autres comités parisiens.

L'idée est que si ces comités souhaitent envoyer un délégué ils suscitent des candidatures plutôt de femmes, et, en tout état de cause, non membres de la LCR.

On peut donc envisager encore une dizaine de candidatures, qui pour la plupart devront être des femmes si on veut atteindre la parité.

Le choix du nom pour le NPA

Quelques remarques pour commencer :

A) L'exercice qui consiste à faire la synthèse d'un débat riche avec de nombreuses interventions, n'est pas simple. Restituer l'exactitude des différentes interventions s'avèrerait compliqué : on risque alors d'oublier et de déformer, on risque aussi d'ennuyer les lecteurs et lectrices. Le choix est

donc de présenter le plus objectivement possible les grandes lignes qui se sont dégagées de la discussion.

B) La plupart des intervenants ont tenu à préciser qu'il n'y avait pas eu vraiment dans leur comité respectif de débat organisé sur le nom mais surtout sur le profil politique du nouveau parti. Personne ne venait là mandatée par un comité pour défendre tel ou tel nom.

C) Une cinquantaine de participants

Plutôt parti que mouvement...

- accord parmi les participant-e-s pour dire qu'il est difficile de parler du nom sans parler de la forme et du profil.

- Pas mal d'interventions pour dire qu'il faut un parti plutôt qu'un mouvement. Du coup certain-e-s pensent que le mot « parti » doit apparaître dans le nom, d'autres pensent que s'il faut un parti il n'est pas obligatoire que le mot soit présent dans le nom.

Les mots :

Beaucoup d'interventions ont porté sur les mots, leur signification, ce qu'en disaient les militants NPA (militant-e-s LCR et non LCR), comment ils pouvaient être perçus en général (dans la société, dans l'opinion). De nombreuses remarques sur « anticapitaliste » : connoté trop négativement car contre quelque chose sans porter un projet en positif ; remarques inverses également : anticapitaliste permet de montrer qu'on est radicalement opposés au capitalisme, pas dans la compromission, pas dans la gestion du système comme le sont les partis de la gauche traditionnelle et institutionnelle, PS en tête. Un camarade précisant même qu'il lui conviendrait de garder le nom NPA.

Débat également autour du mot « Révolution » : constat de beaucoup d'intervenants, mot dans beaucoup de têtes, associé à l'idée de violence, pour autant des camarades considèrent que ce mot devrait figurer dans le nom du NPA.

Même chose avec « communiste » et « socialiste » : « communiste » renvoyant inévitablement aux expériences des pays de l'Est, celui de socialiste au social libéralisme et à la social démocratie ; d'autres ont fait remarquer que communiste et socialiste renvoyaient aussi au type de société. D'autres encore que ces mots étaient parfois complexes à expliciter etc...

Quant au terme « la gauche », avis également partagé entre ceux et celles qui pensent qu'il faut revendiquer le terme face à une gauche traditionnelle qui a capitulé ou qui n'est plus à gauche (PS), et ceux et celles qui au contraire pensent que le terme est galvaudé avec ce que représente à une échelle de masse une gauche (toujours classique) qui ne s'oppose à rien et gère loyalement le capitalisme.

Quel type de nom :

Noms, plus classiques, comprenant les mots Parti/Révolutionnaire/Socialiste/Internationaliste avec des combinaisons diverses ou des acronymes avec l'idée d'articuler nom/sigle et déclinaison du sigle : AGIR, UTILE.

Là encore avis partagés et divers.

Les enseignements de la réunion :

Un débat riche avec de nombreuses interventions. Même si certains camarades sont intervenus plusieurs fois, nombreux et nombreuses ont été ceux et celles qui se sont exprimés.

Même si les avis divergent sur ce que doit être le nom du parti, il était largement partagé l'idée que :

- le nom du NPA était la dernière question à trancher et que cela serait au congrès de fondation de le faire, la commission qui se tenait n'avait comme fonction que de recenser les débats autour du nom et ne pouvait en aucun cas décider quoi que ce soit.
- Qu'au delà du nom, la question du projet et du profil politique étaient essentiels, le nom étant à l'image du parti qu'on veut construire.
- Quel que soit le nom qui sortirait du congrès, tout le monde ne pourrait pas être satisfait, peut-être une certaine « frustration » mais qu'en aucun cas le nom ne devait être et ne doit être un obstacle à la construction du parti.

Les dernières interventions portaient aussi sur les modalités de poursuite du débat sur le nom : l'organisation de ce débat sera une tâche du comité provisoire national d'animation, les comités d'initiative doivent s'emparer formellement de ce débat et proposer également des contributions écrites.

Commission sur les quartiers populaires...

A) Petit résumé de l'introduction faite par Omar :

L'objectif de cet atelier est de partager les idées et les méthodes d'actions dans les quartiers populaires, car le NPA ne pourra exister s'il n'y a pas d'interventions dans ces quartiers.

En effet, les habitants qui y vivent subissent un véritable concentré de tous les méfaits du système capitaliste et des politiques qui l'accompagnent. Les observatoires officiels dont celui de la politique de la ville sont obligés de le reconnaître. Quelques exemples : le chômage est deux fois plus important dans les zones urbaines sensibles, les femmes y sont trois fois plus touchées par la précarité, il y a deux fois plus d'enfants et adolescents en échec scolaire et deux fois moins d'hôpitaux que sur le reste du territoire.

Trois questions y sont hyper présentes :

- La question sociale : elle est surdéterminante. C'est d'abord le PS au gouvernement qui a développé tout un discours sur la territorialisation et l'ethnisation . Les gouvernements de gauche comme de droite ont tous stigmatisé « les zones de non-droit » ou « les territoires perdus de la république ». Le terme toujours employé d'exclus a permis de développer toute une politique d'intégration, des politiques très individualisantes et culpabilisantes et qui tentent d'accréditer l'idée que « celui qui veut s'en sortir il le peut » .

C'est une façon de dépolitiser la question sociale en ne s'attaquant surtout pas aux vraies causes de l'injustice et des discriminations.

- La question de la répression qui concerne bien les dispositifs de police comme ceux de la justice. Il s'agit là de traiter par la pénalisation la pauvreté. Les méthodes policières sont connues : contrôle au faciès, harcèlement, interventions musclées ... En matière de justice, dix lois votées en cinq ans permettent de vider de plus en plus l'ordonnance de 1945 relative à la justice des mineurs de tout son volet éducatif, 7 prisons pour mineurs ont été créées, alors que le nombre d'animateurs ou de profs expérimenté est en chute libre dans ces quartiers celui des caméras vidéo surveillance explose...La création de nouveaux délits et l'alourdissement des peines, achève de « criminaliser la banlieue ».

- La question identitaire : pour les habitants issus de l'immigration, la question de leur propre histoire, de la mémoire collective est également incontournable. Cette histoire falsifiée par la version officielle néocolonialiste, rajoutée aux discriminations infligées sur tous les aspects de la vie quotidienne est porteuse de vrais enjeux.

B) Résumé du débat « un peu à l'emporte pièce »...

85 personnes étaient présentes dans cette commission le samedi après midi, un peu moins le lendemain matin.

53 personnes sont intervenues (28 femmes et 25 hommes), une majorité est membre de la LCR, quelques camarades de la fraction et un camarade d'Alternative libertaire.

Ambiance super bonne, mélangeant analyses, récits d'action et propositions.

Quelques analyses en vrac :

- d'abord constat général : il se passe beaucoup de choses positives entre habitants des quartiers, (c'est pas le désert qu'on nous fait croire !)

- en plus du concentré de tous les mauvais coups du pouvoir en place, les quartiers populaires c'est aussi le concentré de toutes les discriminations

- le gouvernement et plus globalement les politiques publiques qu'il met en place cherchent à nous diviser, à nous monter les uns contre les autres, comment faire pour s'unir ? quelles revendications pourraient nous y aider ?

- le potentiel de révolte est énorme sur ces quartiers et pas que chez les jeunes, comment faire pour que dans le NPA nous inventions des réponses qui changent complètement les choses ?

Quelques exemples d'actions organisées et en cours, parmi d'autres :

- à Toulouse, Airbus emploie 12 000 salariés « tous blancs ». Les membres du comité NPA ont organisé une collecte de CV au Mirail. Ils veulent faire jouer la discrimination raciale.

- à Paris, dans certains arrondissements, les copains organisent des cafés politique itinérants. A chaque fois il y a un café, un débat et une action concrète (160 personnes touchées après 4 débats)

- à Avignon, les camarades impliqués au CA du club de foot, on pu réaliser une vidéo avec les jeunes du quartier, notamment sur les brutalités policières, organiser un débat à partir de cette vidéo, puis faire un rassemblement devant la prison, et là, c'est parti pour l'organisation de la fête de quartier.

Comment on intervient ?

A la fois, on mène dans les quartiers populaires toutes les campagnes NPA que nous menons ailleurs : services publics, salaires, retraites, contre le racisme, soutien aux sans papiers, transports gratuits... Bref on utilise les campagnes nationales et les tracts nationaux. Et on y va vraiment, régulièrement. A la longue , ça paye !

Et à la fois on appuie l'auto organisation des quartiers : des associations existent et agissent, ça vaut le coup « d'en être » . Cela signifie mener les batailles telles que se présentent dans toute leur diversité : fermeture d'école, suppression de services publics, travail sur le logement, ça peut-être parfois agir contre la fermeture de centres commerciaux qui apportent une proximité intéressante pour les habitants... Les attaques étant nombreuses et variées, les ripostes doivent être à la hauteur !

Il peut aussi y avoir des campagnes et des actions spécifiques, par exemple contre les discriminations, contre les interventions musclées de la police ou pour intervenir dans les programmes de démolition des immeubles qui sous couvert de rénovation urbaine visent surtout à refouler toujours plus loin les plus pauvres ou pour le respect du droit de vote dans les prisons ...

L'idée de créer un questionnaire à faire remplir sur les quartiers, de construire des cahiers de doléances et de les apporter nombreux dans les conseils municipaux, a également été retenue. Au fond la seule chose à ne pas faire c'est justement de ne rien faire ! Car à chaque fois qu'on se lance ça marche !

C) Et maintenant on décide quoi ?

- Tout d'abord, faire une campagne massive d'inscription pour l'université d'été.
- Veiller tout particulièrement à ce que les habitants des quartiers populaires soient nombreux dans le processus constituant du NPA et nombreux aussi à être délégués au congrès (on sait qu'il n'y a rien de naturel !)
- On crée tout de suite une liste « NPA et quartiers populaires » pour s'informer et échanger les expériences. Sur cette liste des éléments précis que le logement, la prévention de la délinquance, l'ordonnance de 1945, l'ANRU, les règles de protection vis-à-vis de la police seront envoyés ... (à ce jour 80 personnes viennent de s'inscrire)

Bref, une commission efficace qui , de l'avis des participants, donnait la pêche pour commencer ou pour continuer !!!

Commission sur les travail « entreprises »...

La commission Entreprise a réuni une soixantaine de personnes déléguées des comités.

Cette commission s'inscrit dans un contexte de lutte, contre le projet du gouvernement (Sarkozy-Fillon) qui cherche à affaiblir les droits de l'ensemble des salariés (modifications du code du travail, suppression des 35 heures, suppression des tribunaux prud'homme), à faire baisser le coût du travail et donc les salaires (offre d'emploi raisonnable pour les chômeurs, versement de primes exceptionnelles individuelles mais pas d'augmentation générale), à casser le service public

d'état (suppressions de poste dans les services public, projet de loi sur la mobilité permettant de licencier des fonctionnaires).

On assiste à un morcellement des luttes (journées d'action par secteur ne donnant pas une mobilisation d'ensemble comme les 10 et 17 juin). Les syndicats ont une forte inertie et partagent pour une part le projet du gouvernement (accord sur la représentativité signé conjointement par la CGT, la CFDT et le MEDEF).

Le but de cette commission est de préparer la rentrée sociale, Bernard Thibault a appelé à une journée d'action le 7 octobre, et de créer une commission entreprise permanente. Un comité de coordination est chargé de préparer l'université d'été de la LCR, (avec 2 débats le dernier jour : NPA et lutte des classes et NPA et syndicats) et une réunion nationale le 4-5 octobre. Un mailing liste va être créée comme moyen de communication.

Une première partie des débats a porté sur le ressenti et la situation sociale actuelle, la seconde partie sur les propositions d'actions du NPA.

A) Situation sociale actuelle

Une première constatation de la part des salariés présents est la compromission des bureaucrates ou leaders syndicaux (notamment la CGT) avec le patronat. Donc la majorité des personnes attendent une action et des propositions concrètes et une indépendance du NPA pour passer à l'offensive.

Un autre avis qui a fait consensus est que la revendication principale pour la rentrée devra porter sur les salaires. La hausse des prix des carburants est aussi un sujet de fort mécontentement.

Les salariés sont las des grèves à répétition mais ils ont tout de même un avis positif sur les syndicats. Il faut structurer le débat syndical sur le terrain politique et repartir de la base pour militer.

On relève aussi qu'il est très difficile de se syndiquer dans certaines entreprises, que les salariés sont tétanisés et que les militants syndicaux sont souvent la cible de répression. Le syndicalisme est donc en recul, les salariés privilégient le changement d'entreprise pour augmenter leur salaire à la lutte au moment des NAO.

Les conditions de travail ainsi que la souffrance au travail sont aussi des paramètres à prendre en compte. On se demande comment intervenir dans les entreprises où c'est difficile. En prônant l'ouverture sur le dialogue social entre l'Etat et les syndicats, Sarkozy a remporté une victoire idéologique sur le salariat.

Un des moyens d'action contre le gouvernement est un blocage de l'économie. Il faut démonter le discours de la droite et construire le NPA dans les entreprises.

Le NPA pourrait appeler à la grève (générale ou non) ou participer à des blocages (dépôts d'essence, rassemblement hebdomadaire devant lieux stratégiques pour être visible et fédérer à l'image des mères au Chili) ou proposer d'autres moyens d'actions.

Une journée d'action unitaire est proposée, le NPA peut coordonner ces actions et participer à la propagande du mouvement d'ensemble et créer une plateforme commune (site Internet par exemple). Cela peut être la campagne politique du parti.

B) Intervention dans les entreprises

Pour le deuxième point qui est de quelle manière intervenir politiquement dans les entreprises, le premier point à faire consensus est la feuille de boîte. Elles peuvent être distribuées sur la voie publique pour contourner la chartre d'Amiens. Cela permet aussi d'intervenir de l'extérieur dans les entreprises. Ces feuilles permettent aussi d'être critique vis-à-vis des syndicats. On peut ainsi ramener le débat politique dans les entreprises et des revendications comme les 37 ½ ans pour la retraite, la taxation des profits. Les feuilles de boîtes marchent et un copain de l'imprimerie nous disait même que les salariés et patrons attendaient avec impatience leur sortie.

Nous redisons aussi l'importance d'avoir des militants NPA dans les entreprises, de créer des cellules, pour :

- critiquer les confédérations syndicales,
- monter des soutiens, des stratégies,
- être autonomes dans les luttes.

Le comité NPA SNCF souligne l'importance de rester en lien avec les syndicats et que cela fonctionne dans cette entreprise.

Il est possible de monter des comités NPA entreprise par site géographique comme l'ont souligné des camarades du Rhône ou de la région de Bordeaux pour des zones industrielles ou des pôles d'activité. La droite et les patrons ne se privent pas d'amener leur vision politique des choses dans les entreprises, nous ne devons pas avoir de complexe à le faire de notre côté, même si les hiérarchies (chef, sous chef) ne nous favorisent pas.

Les syndicats ne soutiennent pas toujours les salariés victimes de la répression patronale, il est important pour le NPA de pouvoir agir de l'extérieur.

80% des entreprises ont moins de vingt salariés, la représentation du travail entreprise est vieille de plus de trente ans.

Les jeunes militants sont souvent seuls dans les entreprises. Les structures syndicales ne sont pas implantées dans les petites entreprises (dans le commerce par exemple) et ont beaucoup de mal à lutter efficacement dans les nouvelles formes d'organisation du travail (sous-traitance par exemple).

La classe ouvrière a changé. Une grande partie des cols blancs et la classe moyenne font aujourd'hui partie du prolétariat. Il faut viser ce type de salariés et motiver l'ensemble de la classe moyenne. Il faut redonner une conscience de classe et redéfinir la classe ouvrière, renommer le prolétariat et gagner les nouveaux travailleurs. Les salariés sont précarisés. Les patrons profitent de ces statuts précaires comme les stagiaires, les apprentis, les CDD, les intérimaires, les sans papiers ou les travailleurs étrangers.

Au Techno Centre de Renault par exemple 9500 personnes sont des employés Renault et 2500 des éléments extérieurs à la maison mère. Il faut veiller à ne pas protéger que les salariés à statut, combattre la division du travail, ne pas diviser chômeurs et salariés.

Le NPA doit proposer un plan d'urgence pour répondre aux exigences ouvrières sur :

- défense du droit au travail (et non pas à l'emploi),
- cohérence entre travail et écologie,

- conscience de classe,
- pouvoir des salariés,
- remise en cause de l'organisation du travail,
- présence locale (TPE, chômeurs, quartiers populaires, zones industrielles) tout en gardant une vision globale,
- création d'un circuit de solidarité, social et humain,
- union salariale
- politisation des salariés à l'intérieur de l'entreprise,
- vigilance sur les conditions et la santé au travail,
- formation et information politique vers les salariés,
- travail avec les syndicats,
- refus du pouvoir économique

Nous proposons de changer le nom de la commission et de la renommer commission « précaires, salariés publics/privés... » Car tous, nous sommes, serons ou avons été salariés d'une entreprise.

Commission écologie

Le CR de la commission écologie a été mis en ligne dans la rubrique thématique concernée. Voir [Assises du NPA : compte rendu de la commission écologie](#)

Commission LGBTI

Le CR de la commission LGBTI a été mis en ligne dans la rubrique thématique concernée. Voir [Compte rendu de la Commission LGBTI des Assises du NPA](#)

Compte rendu des débats de la commission presse et propagande

Les débats de la commission se sont ouverts sur la question de la définition des médias concernés par les discussions à venir. Le constat ayant été rapidement dressé de l'impossibilité de s'en tenir à la seule presse écrite, même si celle-ci demeure essentielle. Un certain nombre d'autres supports de communication ont donc été abordés au cours des discussions. Nous présentons ici, média par média, le résultat des discussions de la commission.

Concernant la presse écrite

Si mettre fin à une publication est relativement facile, en construire entièrement une nouvelle apparaît comme une tâche lourde et complexe. Partant de ce principe, il apparaît beaucoup plus constructif et efficace que *Rouge*, actuellement organe de presse de la LCR, mute progressivement pour devenir, à terme, l'organe du futur parti anticapitaliste plutôt que de créer ex nihilo un tel journal.

Il semble d'ailleurs aussi essentiel qu'urgent que *Rouge* commence dès maintenant, et de manière progressive, une telle transformation. En relation avec la période de transition que nous traversons, l'idée serait de faire de *Rouge*, non pas l'organe du NPA, cette structure n'ayant pas d'existence propre, mais un outil de campagne qui permettrait d'accompagner les militants jusqu'au congrès de fondation de janvier 2009. *Rouge* est donc invité à se transformer dès maintenant en un « Journal pour un NPA ».

Le congrès de fondation verrait finalement le transfert définitif du journal d'une structure à l'autre, non sans un profond remaniement dont les grandes lignes ont été débattues.

Une grande partie des militants présents ont regretté le manque d'attractivité de la publication actuelle et son éloignement relatif d'un certain nombre de préoccupations, particulièrement pour l'échelle locale.

Le souhait a généralement été exprimé de voir se créer un journal plus simple d'accès, notamment par un vocabulaire et des thèmes plus accessibles. Mais aussi un journal plus dynamique, avec des articles plus courts et un choix de sujets plus vaste. Il serait par exemple intéressant de développer la technique des brèves, mais surtout de créer un certain nombre de nouvelles rubriques, à l'exemple d'une rubrique culture ou d'une rubrique média. Cela présenterait par ailleurs l'avantage de participer à la formation des militants en donnant un point de vue différent sur des sujets habituellement réservés aux médias dits bourgeois, avec les tendances et orientations que l'on connaît.

Le journal étant un outil de formation des militants, il apparaît impératif que des articles ou une rubrique soient régulièrement consacrés au développement de points théoriques simples ou encore à des séquences d'analyse de l'information. Là encore, vocabulaire et explications devront s'efforcer de rester accessible au plus grand nombre.

Le journal est par ailleurs envisagé comme étant également un moyen de communication vers l'extérieur, et non uniquement comme un outil d'information interne. Si le développement déjà abordé de rubriques plus variées participe entièrement de cette logique, en permettant un plus grand spectre de choix de lecture, il convient d'y ajouter la prise en compte d'un certain nombre de facteurs locaux.

Les expériences menées par certains comités NPA ont montré que les publications locales rencontraient indéniablement plus de succès auprès de la population que la publication nationale. Il

apparaît donc nécessaire de trouver une articulation satisfaisante entre ces deux échelles. Cependant, la question logistique limite sérieusement les possibilités offertes. Une solution pourrait être l'édition du journal dans un format de type A4, à l'exemple de certains quotidiens gratuits. Ce format standard permettrait alors aux différents comités d'y insérer facilement une ou plusieurs pages édités et imprimées localement, en fonction de leurs actualités et préoccupations. L'idée générale devant sous-tendre l'ensemble de la transformation étant de rendre le journal plus proche des militants mais aussi de la population, afin que celle-ci puisse s'en saisir le plus largement possible.

La question se pose alors de la rédaction des articles proposés par le journal. La professionnalisation ne peut être retenue. Il apparaît en effet essentiel que les militants s'emparent de leur outil de communication et participent directement à son élaboration. Il serait par exemple envisageable de désigner un correspondant par comité, ou rassemblement de comité, chargé de faire remonter régulièrement des contributions élaborées à titre individuel ou collectif par les membres des comités.

La question de l'adaptation du journal au plus grand nombre, notamment par le biais de la simplification du propos, ne devra cependant pas être synonyme de baisse des exigences dans la qualité du contenu publié, mais uniquement de son adaptation. Par ailleurs, les militants les plus exigeants et les plus demandeurs pourront avoir accès à une revue plus théorique. Celle-ci ne serait pas autre chose que l'évolution de *Critique Communiste* de revue de la LCR à revue du futur parti. Cette évolution ne pouvant bien entendu pas faire l'économie d'une redéfinition du contenu aux besoins nécessairement nouveaux du futur parti.

Par ailleurs, pour se rendre attractives et reconnaissables, ces publications devront bénéficier d'une nouvelle charte graphique, résolument moderne et cohérente.

Pour finir, la périodicité du journal pourra rester hebdomadaire, étant cependant admis que cette périodicité pourrait dans un premier temps être mensuelle ou bihebdomadaire afin de permettre la mise en place et le rodage du nouvel organe.

Concernant la radio et la télévision

Un certain nombre de militants ont souligné la nécessité de s'intéresser et d'investir d'autres types de supports que la seule presse écrite. Le principal support évoqué est la radio. L'idée de développer une station propre au futur parti, pour séduisante qu'elle soit pose cependant un certain nombre de problèmes. Premièrement un problème de coût, également un problème d'audience, celle-ci étant globalement insuffisante, pour ne pas dire insignifiante, pour ce genre de station indépendante.

La même analyse a été faite concernant une hypothétique chaîne de télévision. La production d'émission est également difficilement envisageable. Reste cependant la possibilité de mettre un certain nombre de travaux audiovisuels en ligne. Des formations sont déjà dispensées en ce sens, notamment à l'université d'été.

Le caractère encore embryonnaire du NPA ne permettant pas réellement d'envisager de manière réaliste le développement de ce type de support, il semble préférable de se concentrer sur l'essentiel, sans pour autant se fermer aucune porte.

Tracts et feuille de boîte

Il apparaît absolument nécessaire que le NPA mette au plus vite des tracts nationaux à la disposition des comités. Deux formules ont été mises en avant.

La mise à disposition hebdomadaire d'un tract, au format A4, servant de verso. Le recto étant laissé à un éventuel contenu local. Ou alors la mise en place d'une formule plus ambitieuse, basée sur un format A3 (4 pages), bihebdomadaire, mais plus complète et abordant plus de sujets. Là encore un espace serait prévu pour les contenus locaux.

Stratégie globale

La dernière thématique abordée concerne la nécessité de l'élaboration d'une stratégie de communication globale et multi-supports pour le NPA et le futur parti. L'importance de la maîtrise de la communication paraît indéniable tant celle-ci est utilisée à tous les échelons par la droite et les médias capitalistes en général. Par conséquent, celle-ci ne saurait être prise à la légère par le futur parti. Il paraît donc intéressant de réfléchir à la création d'une commission communication, réunissant à la fois compétences et bonnes volontés. Cette commission serait en relation directe avec les instances exécutives du parti afin d'assurer une réactivité et une cohérence maximum. Elle s'occuperait particulièrement de l'élaboration de stratégies de communication sur le long terme. L'idée serait de s'emparer d'un thème précis, pour un temps donné, et de le développer sur plusieurs supports (presse du parti, média bourgeois, affichage, tracts).

Il apparaît également envisageable de créer ou de susciter un certain nombre d'événement permettant de mettre en avant tel ou tel axe de communication. En définitive de passer d'une communication de réaction à une communication offensive.

Par ailleurs, pour permettre au plus grand nombre d'accroître l'efficacité des actions entreprises, des formations spécifiques seraient mises en place, notamment concernant les réactions à avoir face aux médias de masse et à leur possible utilisation.

Commission sur le site Internet...

14 présents. Topo introductif d'Olive, LCR.

3 points de discussion :

- A) les sites : site national NPA et sites locaux
- B) le forum
- C) les listes

Objets de la commission :

- recenser l'ensemble des compétences (cf. contacts.odt) pour élargir l'équipe technique ;
- proposer quelque chose au comité d'animation provisoire.

Analyse de l'existant

Actuellement, pour accéder aux sites locaux NPA, il faut passer par le site national de la LCR.

Idem, le forum est hébergé par la LCR pour des raisons pratiques. Des noms de domaines ont d'ores et déjà été réservés : npa2009 dans toutes ses extensions par la LCR (Olive) et anticapitaliste.org par Pierre de Radio Rouge. Celui-ci propose aux comités qui le souhaitent d'héberger leurs sites. Ex : <http://www.anticapitaliste56.net/>, site du NPA Morbihan.

A) Les sites : site national NPA et sites locaux

Discussion autour de quel type de site mettre en place et comment le faire.

Pour le site national, volonté de faire remonter les infos nationales et locales. Sorte de plateforme / site provisoire dans un premier temps. Evolution possible tant au niveau du contenu que de la charte graphique.

Nécessité d'un débat sur le contenu du site, la maquette, les rubriques. Utilisation des logiciels libres mise en avant. Ex : CMS type Spip. Nécessité d'un serveur dédié.

Charte graphique à ne pas négliger. Le « logo » provisoire du NPA ne fait pas l'unanimité. Des comités ont créé leurs propre charte graphique / logo. Ex : NPA Lyon.

Plusieurs idées / propositions :

possibilité d'avoir une structure, un modèle de site ou de blog que les comités puissent s'approprier facilement sans avoir de connaissances techniques particulières ;

- kit d'harmonisation (charte graphique homogène) = visibilité claire du NPA ;
- charte de nommage afin de faciliter le référencement. N'est pas incompatible avec les sites existants disposant de leur propre url : mise en place d'une redirection ;
- hébergement proposé : WordPress ;
- sites ou blogs ? choix différent suivant les besoins des comités.

Proposition de recenser les comités où il n'y a pas de compétences Internet afin de pouvoir former les personnes qui le souhaitent. Pour ce faire, idée d'élaborer et d'envoyer un questionnaire à chaque comité pour faire remonter à la fois les besoins et les compétences afin d'associer les personnes qui n'étaient pas présentes à la coordination nationale.

B) Le forum

Ingérable si pas de modération. Forum actuellement modéré a posteriori par une équipe de militant-e-s de la LCR. Echo très fort : 80 fils de discussion ouverts à ce jour [note : lors de la tenue de la commission] et 400 personnes inscrites [même remarque].

Le forum ne peut remplacer la discussion. Il est ouvert à toute personne qui souhaite s'y exprimer après enregistrement (comme la majeure partie des forums).

C) Les listes

Les listes peuvent être à la fois un outil de diffusion et un outil de discussion. Il est donc nécessaire de distinguer les listes suivant l'usage que l'on souhaite en faire :

- liste de diffusion

Diffusion verticale : du national au local. Diffusion d'information de type newsletter.

- liste de discussion

Diffusion horizontale : entre les comités, entre les commissions, entre le comité d'animation provisoire et les commissions par exemple. Liste de discussion réservée aux instances collectives.

En résumé, discussion assez riche qui a brassé des éléments de techniques et de contenu. Plusieurs propositions sont sorties de cette discussion, à proposer au comité d'animation provisoire :

- envoi d'un questionnaire aux comités pour recenser leurs besoins et connaître leurs compétences ;
 - proposition d'une formation Internet pour les comités qui le souhaitent. Cette formation pourrait notamment se faire dans le cadre de l'Université d'été ;
 - mise en place un site national provisoire pour la rentrée afin d'assurer la visibilité du NPA sur Internet nécessité d'élaborer un CCH.
-

Commission sur les campagnes et la rentrée...

Dans le cadre de la 1^{re} coordination nationale du NPA, des ateliers ont permis de préciser les orientations du nouveau parti par thème. La commission « Campagne de rentrée 2008 » a réuni une trentaine de participants. Même s'il n'y a pas eu de « tour de table », l'ensemble de ceux qui voulait s'exprimer ont pu le faire. Les participants n'étant pas mandatés pour porter des décisions, la recherche d'un consensus a été favorisée, sachant qu'à l'issue de la commission pourra être porté à l'ensemble des comités locaux et du l'équipe d'animation nationale quelques propositions convergentes à construire.

La synthèse s'axe autour de trois éléments : la question de la nécessité d'une campagne nationale, sur la base de quel thème, et l'art de la mener.

A) Faut-il une campagne nationale ?

La réponse est unanimement affirmative :

- pour rendre visible le NPA qui vient de naître et qui dès lors, est « attendu au tournant » par un électorat qui en a marre des promesses non tenues,
- par nécessité d'urgence, vu les dégâts occasionnés par les contre-réformes actuelles sur une part de la population grandissante et qui souffre durement du nouvel ordre esclavagiste dans le milieu du travail (chantage à la précarité, prostitution des étudiants, ...), de l'impossibilité de vivre dignement, et de difficulté d'avoir accès aux soins, à l'eau, à l'électricité, au logement,
- pour en finir avec un régime, celui du libéralisme incarné par le gouvernement Sarkozy, qui fait de plus en plus de victimes et qui mène une répression de plus en plus violentes face à la colère que cela engendre.

B) Thème(s) de la campagne ?

La campagne nationale doit éviter deux pièges :

- vu le nombre des attaques, il ne s'agit pas d'élaborer une campagne fourre-tout. La proposition de développer la campagne contre la nuisance du gouvernement Sarkozy n'a pas été retenue : il s'agit moins de se positionner contre un homme (que cela grandirait) que d'expliquer pourquoi il faut en finir avec le système capitaliste.
- À l'inverse, la campagne doit pouvoir s'adresser aux personnes victimes de ce système, quelles que soient leur position sociale dans le monde familial (célibataire, en couple, hétéro ou homosexuel, divorcé(e), ...), dans le monde du travail (salarié, employé, chômeurs, étudiants, ...) et au-delà des positions définies par les lois répressives actuelles (jeunes dits des « quartiers populaires », nomades, prostitué(e)s, précaires, sans-papiers travailleurs ou sans-emplois, ...).

À l'unanimité, les participants pensent que ce thème doit à la fois s'axer autour d'un combat contre la précarité et défendre l'idée du « pouvoir de vivre ». L'idée du pouvoir d'achat si chère au pouvoir en place qui a centré sa campagne présidentielle sur ce sujet (sans y répondre dans les actes) est discutée car elle réduit le citoyen à son rôle de consommateur.

Du coup, 2 points sont régulièrement revenus :

- définir une campagne autour de l'augmentation des revenus, en reprenant les objectifs d'arriver à des revenus égaux à 1500€ nets pour tous et/ou une augmentation de 300€ pour tous (ce dernier point est discuté, car pour nombre de prolétaires pauvres, cette augmentation ne suffit pas pour vivre dignement en payant toutes les charges incompressibles). De même, cette campagne doit s'intégrer dans une dynamique qui montre combien le système capitaliste est nuisible : c'est une mesure d'urgence transitoire. La seule augmentation des revenus ne serait qu'un sparadrap (tel un RMI) si aucune remise en cause de la répartition des richesses et des moyens de production n'est faite. Aucun problème n'est résolu sans disparition des profits capitalistes et l'obtention de la gratuité des services publics (soins, transports en commun, éducation, culture, logement).
- Élaborer une campagne sur la défense du système de santé et autour de la protection des services publics de manière plus large. Cette campagne s'inscrit aussi dans une démarche d'urgence avant les votes des textes issus des orientations Bachelot - Larcher attendus en septembre et qui démantèleront la sécurité sociale en renforçant le poids des mutuelles que tout le monde ne peut pas s'octroyer. Là encore, cette campagne s'intégrera dans un discours qui prône la gratuité des soins obtenue grâce à l'argent d'une meilleure redistribution des richesses. D'ailleurs les maux qui touchent les services de santé (fermeture des hôpitaux en zone rurale, personnel soumis au dogme de la rentabilité qui a de moins en moins de temps disponible à l'écoute du patient / usager) sont les mêmes que ceux qui affectent tous les services publics : le principe d'égalité de traitement des citoyens est remis en cause par la désaffection territoriale de l'Etat, la fermeture des services de proximité, le réaménagement des cartes judiciaires et scolaires, etc ...

C) comment mener la campagne ?

Chacun a conscience qu'il faut dépasser l'activisme de chacun et ne pas s'arrêter à des distributions de tracts, des collages d'affiche, une manifestation et puis basta !

Cela implique une recherche d'innovation dans les moyens de lutte, en joignant l'humour et la motivation au discours (ce qui est plus facile à dire qu'à faire), quitte à détourner la propagande actuelle (exemple : Vous vous impatientez ? 1500€ pour tous dès aujourd'hui !). La nécessité d'être visible amène à multiplier les opérations organisées « coup de poings ».

Cette démarche doit toujours s'inscrire dans une aide de convergence des luttes afin d'arriver à « la grève générale », seule méthode « pacifique » qui permettra de changer de mode de gestion de la cité (par le développement de l'autogestion locale et de la démocratie respectée).

Bien sûr, la réalité du terrain présente des obstacles mais aussi des attentes :

- nécessité de tenir compte de l'immobilisme des syndicats engendré par des bureaucraties à leur sommet qui ont abandonné leur rôle premier, la défense des travailleurs, □- nécessité d'allier la cohérence et l'opiniâtreté dans notre combat afin d'amener des sympathisants potentiels qui restent observateurs de notre dynamique à mener la lutte à nos côtés (qu'ils soient politisés comme certains militants de LO, du PC ou écologistes ou pas) □- nécessité que toute cette colère qui s'exprime aujourd'hui ne soit enfin plus gâchée, dispersée et fatiguée par les pseudos tressaillements syndicaux.

Quelques propositions / exemples ont été donnés afin de lister ce qui permet d'être plus efficace :

- enquête sur le lieu de travail. L'expérience a été effectuée à Peugeot Mulhouse : cela permet aux citoyens d'avoir, d'une part accès à un lieu d'écoute, d'autre part d'évoquer les rouages du système qui les exploitent. Cette enquête peut servir comme fondation pour une mobilisation locale,

mobilisation permanente, visible et entretenue, comme à Carhaix, avec réappropriation des revendications par tous. L'existence d'un camping devant l'hôpital a permis à la population de pouvoir constamment se tenir informé des modes et des objectifs de la lutte,

- initiative spectaculaire à soutenir qui marque la spontanéité au-delà des organismes, à l'image d'une femme à Alençon qui manifeste chaque dimanche matin contre la vie chère,

Pour dépasser les mouvements initiés par les syndicats et organiser une présence immédiate, il serait bienvenu d'utiliser à meilleur escient les outils technologiques (SMS, internet) et de reprendre des principes simples de mobilisations abandonnés depuis un moment (AG en fin de manifestation pour fixer des perspectives, occupations et blocages plus volontaires, réunions publiques ...). Le tout doit être mené en parallèle avec la formation des nouveaux participants qui n'ont pas ou peu l'habitude de s'exprimer face à un public nombreux afin qu'ils acquièrent plus de facilité dans l'expression de leur revendications.

Plus concrètement, 3 pistes ont été évoquées pour construire cette campagne :

1 / occupation des supermarchés et grands centres commerciaux afin de pouvoir toucher chacun dans son quotidien. Ce lieu permettrait de plus d'aborder plusieurs thèmes chers au NPA tant ces lieux concentrent tous les maux du capitalisme : produits surfacturés à cause des rapports production / distribution vérolés par la spéculation, modes de production à revoir, conditions de travail délabrés, employés sous payés, caissières soumises au management patriarcal, perte du « pouvoir de vivre » des clients quelque soit leur statut social, ...

2 / marches des « victimes » des fermetures des services publics qui passeraient par les lieux démantelés et convergeraient sur la capitale (à l'image de la marche des chômeurs),

3 / contre-sommet à Annecy le 24/9 à organiser avec les italiens et les suisses (entre autres) dans le cadre du sommet européen réuni pour la réforme de la PAC.

Quelques remarques cependant :

- Faut-il attendre la rentrée et calquer notre activité sur les calendriers scolaires ou syndicaux : à l'heure où apparaissent des émeutes de la fin dans une telle société d'abondance, le NPA ne peut-il pas être plus présent, même en période estivale : en un mot, le NPA ne doit-il tout simplement pas être la locomotive manquante qui remet les wagons de la colère sur un rail déterminé ?

- Faut-il s'arrêter aux questions nationales alors que la NPA a un objectif internationaliste, surtout à l'heure où les peuples européens marquent leur désaccord vis à vis des textes libéraux qu'on leur propose ou leur impose, à l'heure où le néocolonialisme français n'a jamais mis aussi mal le continent africain ? La commission « Internationalisme » a dû travailler sur ces points.

Les participants insistent sur la nécessité d'une campagne nationale mobilisatrice mais complexe à organiser. Cette campagne ne doit pas cependant vider les acteurs de toute énergie pour continuer, en parallèle, de mener des combats locaux qui permettent de mieux coller à l'actualité des quartiers.

D) consensus à l'issue des débats à proposer aux comités locaux et à coordination nationale d'animation.

Avec toutes les pistes et contraintes dégagées ci-dessus, un accord s'est dessiné sur certains points :

la campagne doit être la Carte d'identité du nouveau NPA et servir d'outil pour expliciter une vision, même si les bases programmatiques n'ont pas encore été précisément délimitées.

cette campagne devra s'axer sur l'un des (ou les) 3 thèmes suivants :

* 1 / droit aux revenus dignes (revenu d'autonomie ?) / « pouvoir de vivre »

* 2 / santé accessible pour tous et protection du système de sécurité sociale

* 3 / lutte contre la précarité.

Le thème qui semble recueillir le plus de motivés est le premier cité. Les moyens classiques de développement de la campagne ont été évoqués (élaboration d'un 4 pages + affiche + appels aux organisations prêtes à soutenir l'action) mais il ressort de cette discussion que chacun est favorable à l'édification d'une journée nationale (en octobre, hors calendrier syndical) d'action autour du thème « droit aux revenus ». Cette journée devra être clairement une initiative d'un NPA qui veillera à ne pas reprendre exactement les mêmes slogans que ceux de la LCR (histoire de visibilité, même si beaucoup d'entre eux sont en accord avec les volontés de chacun) et pourra s'inscrire dans une campagne dite pédagogique dans le cadre d'une occupation de supermarchés par exemple.

Elle pourra ainsi faire ressortir les thématiques de vérités des prix, de spéculations et non-redistribution des richesses à l'heure où tout augmente (énergie, alimentation, médicaments) et fait que la population se paupérise alors qu'un minimum s'enrichit.

Cette campagne sera l'outil nécessaire qui permettrait de redonner l'envie aux gens de se battre et de retrouver l'espoir de gagner : c'est là le véritable enjeu.

Le choix de la date de la journée (vers mi ou fin octobre, mais pas le 7 octobre) n'a pas été fait, de même que n'a pas été décidé si cette journée est unique ou s'inscrit dans un créneau de dates d'action selon les possibilités locales.

De même, le choix d'un thème ne doit pas nous pousser à abandonner les autres qui peuvent être abordés dans des actions locales ou à échelle intermédiaire (idée du contre-sommet par exemple).

Au sein des comités locaux, à partir de cette base de faire remonter à la coordination les éventuels aménagements à cette proposition.

La commission jeune

70 personnes environ ont assisté à cette commission. Nous avons recensé 41 comités présents. (Rennes, Alençon, Boulogne sur Mer, Mulhouse, Issoire, Perpignan, Toulouse, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Caen, Lyon, Montpellier, Perpignan, Le Mans, Metz, Aix, Valenciennes, Melun, Grenoble, Blois, Valence, Rouen, Finistère sud, Lille, St Nazaire, Tours, Marseille, Chambéry, Nanterre, Censier, St Denis, Tolbiac, Paris 7, Lycée, Rodin, Lycée Monet, Lycée de Levallois, Montreuil, Argenteuil, Paris 18^e, Montrouge, IEP Paris)

Ordre du jour :

- une discussion générale sur le bilan et les perspectives du processus dans la jeunesse, le bilan des mobilisations et le rôle de la jeunesse dans les luttes.
- Une discussion sur une campagne militante du Nouveau Parti en direction de la jeunesse.
- Une discussion sur l'élaboration d'un appel jeune
- Une discussion sur la mise en place d'un secrétariat jeune.

Transversalement à tous ces points a été discutée la nature de la jeunesse (y a-t-il une jeunesse ou des jeunes ?), le rôle de la jeunesse dans la lutte des classes, la structuration de l'intervention jeune (où et quand construire des comités jeunes ?)... Sans avoir tranché ces débats, nous étions tous d'accords sur l'existence de rythmes de mobilisations spécifiques, et sur l'importance particulière de ce secteur, et sur la nécessité d'une intervention particulière du NPA dans ce milieu. Toutes les décisions prises dans le cadre de cette commission l'ont été au consensus, afin de permettre à tout le monde d'avancer ensemble, tout en posant les bases d'un débat qui ne demande qu'à continuer.

Bilan/ perspectives

Introduction sur pourquoi la jeunesse est un secteur central. Rôle particulier dans les luttes : une plus grande combativité... Même si les luttes de la jeunesse ne suffisent pas à elles seules à gagner ou à renverser cette société, elles permettent de redonner confiance dans notre capacité à lutter, elles peuvent jouer le rôle d'entraînement des autres secteurs salariés, elles peuvent parfois modifier la situation sociale.

Avec les mobilisations de ces dernières années, on a vu l'émergence d'une nouvelle génération militante qui se politise et accumule de l'expérience.

Un des enjeux pour le NPA c'est de réussir à organiser cette nouvelle génération militante, c'est de faire de ce parti un outil utile aux luttes des jeunes pour devenir une réelle force de frappe. L'enjeu c'est aussi faire que cette combativité de la jeunesse irrigue l'ensemble du parti et l'ensemble des salariés.

État des lieux du processus dans la jeunesse : 44 comités jeunes recensés et 3 commissions jeunes dans des comités de ville. Il y a sans doute de nombreux jeunes qui participent aux comités mais difficile de chiffrer.

Activité militante dans le mouvement lycéen, en soutien aux salariés sans-papiers, contre le FN.

Discussion autour de quel parti nous avons besoin pour organiser cette nouvelle génération à la fois en terme de délimitations programmatique. Eléments de débat : y a-t-il une ou plusieurs jeunesses, y a-t-il des caractéristiques communes à toute la jeunesse ou n'y a-t-il pas d'homogénéité entre jeunesse scolarisé et jeunes travailleurs ?

Faut-il une certaine forme de structuration autonome des jeunes dans le NPA pour être plus efficace (comités jeunes partout, sortie de matériel propre aux jeunes, coordination des différents jeunes...) Ou pas ?

1- Campagne de rentrée

Éléments d'introduction : proposition d'une campagne de rentrée en direction des jeunes par exemple un 4 pages avec un éditorial général contre le gouvernement, un article sur les attaques contre l'université (opération campus et réforme des IUFM, déqualification, financements privés) et comment préparer la riposte, un article lycées sur les suppressions de postes, un article jeune travailleur autour des salaires et de la précarité. L'idée d'une affiche a aussi été évoquée.

Dans la discussion, il y avait un accord général sur la mise en place d'une campagne. Les éléments ajoutés à la campagne qui ont été soulevés étaient la question de la répression et celle des quartiers populaires. Il a été notamment souligné qu'il était nécessaire de s'adresser à l'ensemble des jeunes, notamment aux jeunes déscolarisés et/ou sans emploi. Le secrétariat jeune est chargé de l'élaboration de cette campagne.

2- L'appel jeune

Nous avons discuté sur la base de l'appel qui a été adopté par les comités de jeunes de Toulouse, Agen et Tarbes.

Nous avons eu une petite discussion sur l'intérêt d'un appel jeune, sans être en concurrence avec la déclaration qui est sortie de la réunion de ce week-end, il permettrait de gagner de nouveaux jeunes au processus en partant de leurs préoccupations.

Une équipe a été mise en place à la fin de la réunion pour intégrer les amendements qui ont été faits dans la réunion. Au final, l'appel est un compromis dans le lequel tout le monde pouvait se retrouver, mais qui ne demande qu'à être adapté en fonction des situations locales.

3- Secrétariat jeune

Nos discussions sur la nature et les rythmes spécifiques de la jeunesse nous ont amenés à penser qu'un groupe chargé de coordonner la réalisation des tâches que nous avons définies précédemment. Les tâches de ce secrétariat seraient d'élaborer et de mettre en place la campagne jeune que nous avons discutée, de centraliser ce qui se passe au niveau des jeunes dans le processus et de centraliser ce qui se passe dans les différentes villes s'il y a des mobilisations à la rentrée, d'aider à la construction de nouveaux comités, de favoriser l'échange entre les comités.

Débat sur est-ce que le secrétariat doit être fédéraliste, est-ce que ça peut être une équipe tournante ou est-ce qu'il faut des gens nominatifs ? Nous sommes arrivés à la conclusion que même s'il fallait être souple surtout pour les camarades de province qui ne pourraient peut-être pas monter à chaque fois, il fallait quand même une équipe régulière et donc des gens nominatifs pour rendre le travail plus efficace.

Il sera composé de :

Pour les JCR et la LCR : Nina Nanterre BN des jcr, Julien Tolbiac BN des jcr, Mathilde Nanterre BN des jcr, Marie P7 BN des jcr, Côte Toulouse, Lucie P6, Aurore Quimper, Margaux Alençon, Pauline Le Mans, qq de Tours, qq d'Aix, qq de Clermont,

Pour les non organisés : Caroline Nanterre, Thibault Bordeaux, Etienne Grenoble, Jonas Toulouse, Siar Mulhouse, Timéa Perpignan, Thomas Boulogne-sur-Mer, qq de P8, qq de Rouen, qq d'Avignon

Pour les autres organisations : Quentin de la Fraction de lutte ouvrière et qq de la Gauche Révolutionnaire.

La première réunion du secrétariat aura lieu le samedi 12 juillet.

Internationalisme - NPA National

Plus qu'un compte rendu, voici les notes remises au propre de la commission internationalisme des rencontres pour un nouveau parti anticapitaliste...

Introduction de Christian

Identité fondamentalement internationaliste du nouveau parti.

Parce que le développement humain est transfrontière, comme l'est le mouvement des idées politiques, le capitalisme et donc les idées du mouvement ouvrier.

A contrario les pires défaites se sont faites sous la forme du repli, du chauvinisme, du nationalisme. Cas emblématique de l'URSS.

Nous vivons une période particulière du capitalisme, phase de mondialisation et de financiarisation, de crises, de mise en concurrence des peuples. le chauvinisme est utilisé pour casser et diviser les exploités.

L'Etat Français et économie française, une des plus puissantes de la planète, est énergiquement néfaste en dehors de nos frontières : Pillages tiers monde, dette, exploitation par Firmes Multinationales, assassinats, guerres. Ce pillage impérialiste est fait en notre nom, nous devons donc le combattre et le dénoncer.

Le Nouveau Parti devra tirer les leçons des défaites du Mouvement Ouvrier français et international. Celles de l'adaptation des directions du Mouvement Ouvrier à leur couche dominante, celle du stalinisme.

L'horizon des luttes est international et la question qui nous est posée est :

Comment formuler une alternative à l'échelle internationale ? Une réponse qui soit à la hauteur des défis aussi de l'écologie et de la crise climatique.

Dans ce processus de réactualisation et de refondation d'une perspective internationale, nous ne sommes pas seuls, et les mêmes débats sont portés en Europe, en Amérique Latine, en Asie et dans une moindre mesure en Afrique.

Dans la pratique internationaliste, deux axes sont à développer : un travail de solidarité internationaliste et de constructions de luttes et de structures communes.

1. Lutte contre notre impérialisme économique et militaire , pour autodétermination des colonies françaises, contre les actions répressives de l'Etat français. En somme, il faut combattre ce que nous appelons l'escroquerie de la France des Droits de l'Homme par un soutien aux luttes de libération nationale, par la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre les oppressions politiques, l'exploitation impérialiste des transnationales, les attaques contre l'environnement...

2. Des campagnes et des structures communes.

En France, commencer par lutte pour des droits égaux pour les réfugiés et sans-papiers, etc...

Luttes communes sous forme de l'altermondialisme, contre les effets du capitalisme et de sa crise.

Contre politiques UE.

Immédiatement, contre le mépris du NON qui rebondit avec Irlande.

L'occasion se présente avec la présidence Française et un de ses projets phare : l'Union pour la Méditerranée, « pacte des brigands ».

Luttes communes et réseaux à développer ensemble.

A moyenne échéance, construire des réseaux plus serrés pour analyser et lutter ensemble, de nouveaux regroupements internationaux.

Aller de la 4^e Internationale vers des constructions plus larges en ayant présent à l'esprit que la complexité est encore plus grande à l'échelle internationale qu'à l'échelle nationale.

La discussion est ouverte en ayant comme objectif de sortir avec des pas nous permettant d'avancer ensemble tout en gérant les nuances au sein du processus.

Patrick, ex-LCR fin 80, Clamart, économiste du développement.

- Dimension économique à développer. FMI OCDE présentés comme des diables... OK, mais... Urgence dans les pays africains et 73 pays à revenus intermédiaires, pauvres très endettés. Il faut un Programme minimum de survie qu'il faut commencer à définir. Abolition rapport salarial OK, mais... dimension syndicale à l'échelle inter ? Etablir et populariser un PROGRAMME D'URGENCE A L'ECHELLE INTERNATIONALE.

- Crise alimentaire, émeutes de la faim nécessitent des réponses d'urgence. Le NPA doit travailler avec d'autres comme ATTAC, ONG de développement, Oxfam. Nous devons annoncer que « nous sommes prêts à travailler ensemble ». Luttes altermondialistes ont amené des résultats, des nouveautés sur lesquelles on peut s'appuyer.

- Plan d'Ajustement Structurels ont déstructuré les filières agricoles. Il faut les remettre sur pied.

- Endettement : initiative PPTE règle le problème. reste sa mise en œuvre et que les programmes ne soient pas conditionnalisés.

- Le financement est une priorité. Aujourd'hui, environ 0,4 % du PIB des pays riches part en aide publique au développement alors que 0,7 % avait été promis. Réclamons 1%.

Michel, LCR Marseille. Création com'inter NPA sur base com'inter LCR.

Dépasser solidarité pour agir avec et ensemble. Tisser liens et réseaux avec les luttes anti-impérialistes en Irak, Palestine, ou contre leur propre système (Maghreb).

OK sur anticolonialisme.

Privilégier les réseaux autour de la méditerranée.

3 juillet à Marseille, réunion patronat de la méditerranée. « Med Business D ».

Avec Conseil régional et général.

Dahlia, ex LO Mulhouse

Lois supranationales, donc faire révolution ici nécessite projection internationale. Mais, en attendant la révolution ?

Ex ATTAC Burkina. Tentatives de réseaux d'auto suffisance alimentaire, cassés par accords de libre échange permettant aux chinois de faire passer par Europe des brisures de riz pour vendre là bas. Casse les tentatives de développement du riz. Les paysans sont menacés : « si tu n'acceptes pas, tu n'auras pas de financement FMI ». ATTAC Burkina nous demande de harceler les décideurs contre cette politique...

Danièle, Groupe de Travail Afrique, LCR.

Cite l'exemple du bulletin « Afriques en Lutte » comme un outil internationaliste au sein du NPA. Ainsi que la campagne « AREVA ne fera pas la loi au Niger », (contre exploitation uranium au Niger), qui est au croisement des luttes internationalistes et écologiques.

Alain Marseille, non LCR, com'inter NPA.

Il faut réexaminer ce qui s'est fait dans le Mouvement Ouvrier et comprendre pourquoi la maxime « Proletaires de tous les pays unissez vous » est restée lettre morte. Parce que la conception dominante de la 3^e Internationale a été le soutien à URSS. Et que le chauvinisme a gagné dans les puissances impérialistes.

Il faut dépasser la solidarité et la condescendance qui lui est parfois associée y compris dans nos rangs et prendre des initiatives de rencontres internationales pour faire « avec les peuples ».

Ex : EuroMed. Lancer une « union des peuples » sous forme de conférence contre l'UPM de Sarkozy. Construite la convergence internationale des luttes.

Maintenir l'effort dans les forums sociaux, même en difficulté ils ont montré les possibilités de rencontre entre courants et traditions différentes.

Pierre, NPA Dijon

PB soulevé : en imaginant la mise en place d'une politique de redistribution à l'échelle française, elle serait contrée par UE. Il faut donc établir un programme européen, exemple SMIC européen. Porter un programme d'alignement vers le haut. Emploi, salaires, etc...

Ouafa,

Controverse ? Autodétermination pour opprimés du monde. Les luttes de libérations nationales (LLN) ont souvent fait la libération des bourgeoisies nationales. Pays indépendants soutenus par instances internationales comme le FMI, qui soutiennent des dictatures et assoient pouvoir des

dirigeants. Certains travailleurs par conséquent n'ont aucun droit, ni même la grève. Mise en concurrence des travailleurs entre eux, en mettant en valeur le fait que d'autres veulent travailler plus.

Donc la solidarité internationale et visée internationale sont indispensables, car la révolution est impossible dans un seul pays.

Grenoble

Attention à regarder ce qui se passe en Amérique du nord. Guerres faites avec mercenaires. Importance du consulting privé.

Marie, ex LO (depuis longtemps)

Questions : a-t-on des observateurs internationaux à la rencontre de ce week end ?

Preciser positions et débattre sur Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ex : Yougoslavie et Kosovo, les républiques islamiques...

Prendre des positions claires et rapides sur le « droit d'ingérence » et « actions humanitaires ». C'est du néocolonialisme.

Keti, NPA, Massy, antillaise.

Immigration. Régulariser tous les sans papiers est une position à débattre. Comme pas d'aide sur place, ils émigrent. Donc les aider localement. Ne pas leur dire venez tous qui est irresponsable.

Trafic d'être humain qui rappelle la traite négrière.

Définir liste de pays aide d'urgence : Haiti, trouver réseaux locaux pour contourner les politiques à la solde des puissants. Humanitaire n'arrive pas à destination. « Que les gens puissent choisir leur bonheur ! »

Johan, NPA Brest, sympath LO

Question sur la 4° Internationale : quelle réalité a-t-elle ? Est-elle à développer ou à réformer ?

Michel, LCR, 2° intervention

On ne peut imposer la 4° internationale pour le NPA, mais on doit s'en servir. NPA doit reprendre les réseaux créés par la LCR.

Sur les sans papiers, 28000 expulsions. On n'a pas les moyens d'aider les populations sur place tant qu'on est pas au pouvoir, c'est le FMI qui a la haute main. Donc solidarité avec les sans papiers.

Pas d'accord sur revendications de type exiger le 1% d'APD. Combattre les régimes et aider les luttes sur place. Si existe véritable indépendance, ces questions ne se posent plus.

Soubida, 6 mois LCR, économiste, P 15°

Ne connaissait pas l'existence de la com inter.

Dénoncer les économies parallèles de l'industrie du tabac.

Sabado, dirigeant de la 4° Internationale.

Planifier des activités. Discuter, analyser dans le cadre du NPA.

Ne se construira que s'il est internationaliste. Facile à dire, difficile à faire.

Pression bourgeoisie forte, cette classe est lus mondialisée, plus internationalisée.

Réformistes et soc lib profitent de la globalisation.

Courants lutte de classe faible sur internationalisme.

L'internationalisme est une vision du monde.

Programme. Générai ET partiel. Même pour questions simples (alimentaire soja Bresil par ex), il fut un affrontement avec les classes dominantes. Donc, programme immédiat oui, mais conscience de la nécessité de la confrontation.

Programme européen, oui, ex smic européen pologne.

Organisation est une question importante. Besoin d'un travail pour que tout le parti soit internationaliste. Comment transmettre ce travail dans toutes les sections ? pour en faire une référence essentielle du NPA.

Rappel sur la Conférence Européenne : essentiel de la gauche radicale et révolutionnaire. européenne était là.

Idee : avoir une orientation de « nouvelle internationale ». Prendre initiatives, utiliser réseau de la 4 pour avancer. NPA pas membre de la 4, mais maintenir des relations étroites. Vision internationale nécessite contrainte d'organisation.

Renforcer l'existant et le dpasser. Nouveau regroupement ? y travailler.

Denis, LCR 18°, NPA

Precise ce que signifie impérialisme et conséquences guerrières, occupation etc... Intrinsèque du capitalisme.

Propose campagne pour mai juin 2009, anniversaire OTAN

Patrick, 2° intervention

Défense sans papiers est une position de classe. Mais développement des pys plus pauvres est à faire.

Programme minimum n'est pas reforme FMI, BM, mais reformes du système pour aller vers obligations du programme minimum.

Cannes, NPA (Educatrice enfance, reçoit enfants de tous les pays)

Face à l'empire, les multitudes... Ref Negri.

Les foyers font des voyous car regroupent les enfants défavorisés.

Attention à ne pas reproduire attitude séculière qui nous vient du christianisme.

Débat sur le soutien inconditionnel aux résistances. Ex : Hamas dans les camps palestiniens. Parfois, il faut accepter d'être dans le même camp militaire avec des gens qu'on n'aime pas politiquement.

Bayonne,

Question Basque à débattre. Existe division entre abertzale et gauche radicale « française ». Autodétermination. Référendum. Défense de la langue qui fut interdite. Questions des minorités.

Virginia, LCR, Com International

Je suis le fruit de l'arrogance européenne, J'ai un passeport italien.

Aucun pb pour s'installer dans les pays latinos, mais réciproque est impossible.

S'appuyer sur passé colonial pour justifier le droit des étrangers de s'installer en Europe.

Romain, NPA Aubagne.

Juriste. Plus abstrait.

Concept de « Socialisme » pour le XXI^e siècle ne s'en prend pas à l'Etat. Donc garder l'idée du communisme. Créer l'Humanité comme sujet politique.

Droits de l'Homme induisent vision individualiste. Créer des droits de l'humanité. On pourrait obtenir responsabilité pénale des Firmes MultiNationales devant la Cour de Justice Internationale.

Impérialisme et colonialisme. Colonialisme concerne maintenant les organismes biologiques, plus que des territoires. Se déplace vers une domination sur la vie et le corps des êtres humains, Même des brevets sur les gènes de personnes vivantes.

Le droit est un outil de domination de la bourgeoisie ? Si on renverse le rapport de force, on a besoin d'un programme légal et juridique pour perpétuer le nouveau rapport de force.

Jan, 4^e, Montreuil,

L'émigration est en général forcée.

L'internationalisme, c'est agir ensemble. Mais n'existe pas de liens, ou très tenus. EX : grèves Brandt en Pologne. Solidarité syndicale est passée par LCR, sinon n'aurait pas existé. C'est un hasard... Envoi de tract dans les cartons de pièces.

Dacia roumanie. Existe solidarité par la base, mais ne se perpétue pas car direction de la CGT envoie un permanent de la centrale plutôt que les acteurs de la solidarité...

Sur le Smic européen. Trouver le moyen de l'exprimer justement, fonction du pouvoir d'achat de la bouffe, des logements etc...

La 4^e Internationale est depuis toujours pour son propre dépassement. Promeut Inpreor comme un Outil de fond pour les questions internatationlistes.

Amadi, tunisien, ex-LCR, « citoyen de seconde zone », carte de séjour Internationalisme d'abord par les luttes en cours. Formidable remontée des luttes. Ex Gafsa phosphates, depuis 6 mois. luttes contre dictature. Sidi Fni Maroc.

Les deux cas produits du trucage des concours et de la corruption.
Besoin d'un tous ensemble contre les gouvernants à l'échelle internationale.
Ne sont pas que des émeutes de la faim, ce sont des gens conscients qui défendent des idées.
Solidaires pas pour eux, mais pour le tous ensemble.

Sébastien, com Inter LCR

Internationalisme commence par l'intervention conjointe avec les réseaux étrangers (ou d'origine étrangère) présents en France. Sont une passerelle vers les peuples d'autres pays. Les rendre visibles politiquement dans le NPA.

Droit de circulation et installation est aussi une revendication libertaire.

Paco, Commission Palestine

NPA ne sera pas la 4^e Internationale ? Pourquoi trancher cette question avant processus, Pourrait-il l'être ? Pourquoi ne le serait-il pas.

L'abolition totale de la dette n'est plus le programme ?

Luttes de Libération Nationale . Critique est juste mais on ne doit pas masquer les contradictions de classe au sein de ces mouvements. On doit assumer cette réalité : les mouvements de libération nationale recoupent des luttes de classe farouche.

Ex : avec Palestine et relations avec FDPL, FPLP et Autorité Palestinienne

Herman, Ivry sur seine, latino

Coordonner une vision du monde.

Rappel que des transformations en Equateur, Bolivie, Paraguay (?), Venezuela faites par le biais des constituantes.

Etudier l'héritage indien. Prendre en compte ces spécificités et ne pas être en donneur de leçons.

Patrice, Guadeloupéen, structure Cercle Action Solidaires (cerclasol).
Espace caraïbe.

Est-on français ? Ou étranger en France. Ancêtre esclave. A incidence sur psycho social de la militance antillaise.

Liberté circulation ouvre porte aux nouveau négriers.

Forum Social des Caraïbes. Difficultés de circuler dans notre espace naturel. Institutions qui gèrent les visas ont bloqué. Haïti : difficulté. Peuple frère. Pourtant existe aussi mouvements xénophobes qui rejettent les haïtiens.

L'Etat français a négocié avec la Dominique pour qu'ils bloquent les haïtiens en échange d'avantages financiers. Donc le colon érige des barrières entre fractions d'un même peuple. Divise les peuples.

David, Abbeville

Pas aménagement du capitalisme ! Sa destruction. Mais gérer l'urgence.
Aborde question du nom. Pour le communisme. Partage des richesses. Internationalisme est aussi la

solidarité.

Revoir façon de fonctionner de certains pays pour que d'autres augmentent leur niveau de vie.
Revenir sur façon de consommation, pédagogie sur mode de croissance choisie ainsi que façons de consommer. Vivre décemment tout de même. Produire pour d'autres pays.

Renforcer les réseaux entre différents pays. Je souhaite qu'on sorte de la dynamique du fric.

Christian, Com Internationale

Pas de valeur française contre valeurs anglosaxonnes ou autres. Principes apatrides ; Lutte d'ensemble à mener.

Bcp de débats ouverts à approfondir.

Après la discussion du samedi, nous nous sommes réunis dimanche pour adopter la déclaration sur l'union pour la Méditerranée, puis adopter le principe d'une liste de discussion et diffusion du type de celle de la commission internationale pour le NPA...

Le « modérateur » est pour le moment sébastien : solidaven@yahoo.fr

La liste est internationaliste yahoogroupes.fr

Progressivement, les listes de la com'inter de la LCR et de celle du NP seront fusionnées.

Comptes rendus dans Rouge

Des comptes rendus ont été repris sous forme d'articles dans Rouge... En voici :

Commission « Nom du nouveau parti »

Les mots pour le dire

Nouvelle période, nouveau programme, nouveau parti... nouveau nom ! Le débat a été lancé les 28 et 29 juin derniers.

La commission chargée de travailler sur le nom du futur parti a regroupé une cinquantaine de participants. Un premier accord s'est établi pour dire qu'il est difficile de parler du nom sans parler de la forme et du profil. De nombreuses interventions ont souligné qu'était nécessaire un parti plutôt qu'un mouvement. Du coup, certains pensent que le mot « parti » doit apparaître dans le nom, alors que d'autres pensent que, s'il faut bien un parti, il n'est pas obligatoire que ce terme soit présent dans le nom.

Beaucoup d'interventions ont porté sur les mots, leur signification, ce qu'en disaient les militants du

nouveau parti anticapitaliste (NPA), comment ces mots pouvaient être perçus en général : dans la société, dans l'opinion... Ainsi, de nombreux intervenants ont indiqué que le terme « anticapitaliste » était connoté trop négativement, se situant contre quelque chose – le capitalisme – sans porter un projet en positif. Mais l'autre point de vue s'est également exprimé : « anticapitaliste » permet de montrer que nous sommes radicalement opposés au capitalisme, que l'on n'est pas dans la compromission ni dans la gestion du système, comme le sont les partis de la gauche traditionnelle et institutionnelle, PS en tête. Un camarade précisait même qu'il lui conviendrait de garder le nom « Nouveau parti anticapitaliste ».

Autre débat, bien sûr, autour du mot « révolution » : beaucoup dressaient le constat que, dans les têtes, ce mot est associé à l'idée de violence. Pour autant, des camarades considèrent que ce mot devrait figurer dans le futur nom du NPA... Même discussion sur les termes « communiste » et « socialiste » : « communiste » renvoyant inévitablement aux expériences des pays de l'Est ; « socialiste » au social-libéralisme et à la social-démocratie. D'autres participants ont fait remarquer que « communiste » et « socialiste » renvoyaient aussi au type de société à construire. D'autres encore, que ces mots étaient parfois complexes à expliciter.

Quant au terme de « gauche », les avis étaient également partagés ! Entre ceux et celles qui pensent qu'il faut revendiquer ce terme face à une gauche traditionnelle qui a capitulé ou qui n'est plus à gauche (PS), et ceux et celles qui, au contraire, pensent que le terme est galvaudé avec ce que représente, à une échelle de masse, une gauche (toujours classique) qui ne s'oppose à rien et gère loyalement le capitalisme. Enfin, ont été évoqués des noms plus « classiques », déclinant les mots « parti », « révolutionnaire », « socialiste », « internationaliste », avec des combinaisons diverses ou des acronymes, l'idée étant d'articuler nom/sigle et déclinaison du sigle : « AGIR », « UTILE ». Là encore, au stade actuel du débat, les avis sont... partagés !

En résumé, ce fut un débat riche, avec de très nombreuses interventions : même si certains camarades sont intervenus plusieurs fois, nombreux et nombreuses ont été ceux et celles qui se sont exprimés. Même si les avis divergent sur ce que doit être le nom du parti, la réunion a permis de dégager quelques idées largement partagées. À commencer par la conviction que le nom du NPA était la dernière question à trancher, et que cela serait au congrès de fondation de le faire, la commission n'ayant comme fonction que de recenser les débats autour du nom et, en aucun cas, de décider. Ensuite que, au-delà du nom, la question du projet et du profil politique étaient essentiels, le nom étant à l'image du parti qu'on veut construire. Quel que soit le nom qui sortira du congrès de fondation, tout le monde ne pourra être totalement satisfait, d'où, peut-être, des frustrations. Mais, en aucun cas, le nom ne doit être un obstacle à la construction du parti. Les dernières interventions portaient aussi sur les modalités de poursuite du débat sur le nom : l'organisation de ce débat sera une tâche du comité d'animation national, les comités d'initiative devant s'emparer formellement de ce débat et proposer également des contributions écrites. ■

Correspondant

** Paru dans Rouge n° 2261, 17/07/2008.*

Commission « Campagnes de rentrée »

Préparer le mois de septembre

La commission chargée de plancher sur les campagnes de rentrée a regroupé une trentaine de participants, mais elle se tenait en parallèle avec une autre commission sur l'intervention dans les entreprises.

L'introduction à la discussion évoquait les difficultés rencontrées dans les dernières luttes, la non-riposte syndicale et, surtout, le nombre important d'attaques, notamment depuis l'arrivée au pouvoir de Sarkozy. Ensuite, Françoise (Mulhouse) a rendu compte des enquêtes réalisées par l'Union 68 sur les salaires. Ces attaques sur tous les fronts nécessitent une riposte globale : là-dessus, l'accord était général. L'idée est d'arriver à une campagne de rentrée qui marque immédiatement le profil du nouveau parti anticapitaliste (NPA) : en gros, un parti qui n'hésite pas à s'en prendre aux profits, à la propriété privée des grands moyens de production et à la logique capitaliste, pour imposer des mesures d'urgence en faveur du monde du travail.

Dans un premier temps, un tour de parole a permis à plusieurs camarades de préciser ce qu'ils verraient bien, comme « campagne de rentrée » : santé, précarité, droit du travail/souffrance au travail, comment lutter (coordinations, etc.), éducation, jeunes, logement, sans-papiers, anti-Sarkozy, retraites, services publics, présidence française de l'Union européenne, etc. Bref, autant de thèmes que d'attaques ! La discussion a également porté sur le 7 octobre et les journées syndicales : comment faire ? Comment lutter ? À quoi doit servir une campagne du NPA ? En quoi peut-elle être utile à la population ? En quoi pouvons-nous peser sur la situation ? Il est vital qu'une campagne fasse aussi comprendre qu'il faut s'organiser au NPA... parce que c'est utile !

Dans un deuxième temps, comme on pouvait s'y attendre, le débat s'est resserré sur le pouvoir d'achat (« pouvoir de vivre »), avec plus ou moins deux orientations : une campagne principalement « salaires-prix-pouvoir d'achat », ou une campagne sur le pouvoir d'achat, la santé et la précarité. Mais ces deux propositions ne s'opposent pas, l'ensemble du débat s'est avéré tout à fait constructif. Parmi les idées qui ressortaient : d'abord, la conviction que la campagne de rentrée est importante. Car elle marque notre identité : nous devons faire la démonstration que nous savons aussi populariser notre programme en dehors des élections. Ensuite, l'idée qu'il faut intervenir, par exemple, partout et au même moment, sur la question des prix, devant les supermarchés et les grandes centrales d'achat, en développant un argumentaire clair et précis sur les mécanismes des prix (qu'il faut contrôler), les profits réalisés par les grands groupes (Carrefour, Auchan, etc.).

Et une interrogation : une « campagne », c'est souvent un jeu d'affiches, des tracts et une ou deux réunions publiques. Ce n'est pas vraiment satisfaisant, mais peut-on faire plus ? Concernant le contenu des revendications, il y avait un large accord, à propos du pouvoir d'achat, pour en « remettre une couche » sur la gratuité des soins de santé et des transports, l'éducation, les moyens de se chauffer ; de reprendre la revendication de l'augmentation de tous les salaires de 300 euros et d'aucun revenu inférieur à 1 500 euros net. Dès la rentrée, il faut lancer la campagne (une tâche urgente pour le collectif d'animation) mais, aussi, faire une proposition unitaire de campagne commune à l'ensemble des partis de gauche, associations, syndicats, etc. ■

Correspondant

** Paru dans Rouge n° 2261, 17/07/2008.*

La commission « Presse et communication » a cherché à clarifier les objectifs recherchés dans ce domaine et l'articulation à trouver avec les moyens existants.

Les débats de la commission ont commencé par la question de la définition des médias concernés par les discussions à venir. Un constat a été rapidement dressé : l'impossibilité de s'en tenir à la seule presse écrite, même si celle-ci demeure essentielle. Par ailleurs, concernant la transition entre les publications actuelles de la LCR et celles du nouveau parti à venir, il a été noté que, si mettre fin à une publication est relativement facile, en construire entièrement une nouvelle apparaît comme une tâche lourde et complexe... Il apparaissait donc aux participants à la commission comme beaucoup plus constructif (et efficace) que *Rouge* - actuellement organe de presse de la LCR - mute progressivement pour devenir, à terme, l'organe du futur parti anticapitaliste, plutôt que de créer *ex nihilo* un tel journal.

Il semble d'ailleurs aussi essentiel qu'urgent que *Rouge* commence, dès maintenant, de manière progressive, une telle transformation. L'idée serait de faire de Rouge non pas l'organe du NPA - cette structure n'ayant pas (encore) d'existence propre... -, mais un outil de campagne jusqu'au congrès de fondation de janvier 2009. Rouge est donc invité à se transformer, dès maintenant, en un « journal pour un NPA »...

Une grande partie de la commission a regretté le manque d'attractivité de la publication actuelle et son éloignement relatif d'un certain nombre de préoccupations, particulièrement au niveau local. Le souhait a généralement été exprimé de voir se créer un journal plus simple d'accès, notamment par un vocabulaire et des thèmes plus accessibles. Mais aussi un journal plus dynamique, avec des articles plus courts et un choix de sujets plus vaste. Par exemple, il serait intéressant de développer la technique des brèves, mais surtout de créer un certain nombre de nouvelles rubriques, à l'exemple d'une rubrique médias.

Accroître l'efficacité

Le journal étant un outil de formation des militants, il paraît impératif que des articles ou une rubrique soient régulièrement consacrés au développement de points théoriques simples, ou encore à des séquences d'analyse de l'information. Là encore, vocabulaire et explications devront s'efforcer de rester accessibles au plus grand nombre. Par ailleurs, le journal est envisagé comme étant également un moyen de communication vers l'extérieur, et non uniquement comme un outil d'information interne. La commission a également abordé la question de la périodicité du journal.

Aussi, les expériences menées par certains comités NPA - à Marseille et dans l'Yonne - ont montré que les publications locales rencontraient indéniablement plus de succès auprès de la population que la publication nationale. Il apparaît donc nécessaire de trouver une articulation satisfaisante entre ces deux niveaux. La conception du journal écarte l'idée d'une « professionnalisation » : il est essentiel que les militants s'emparent de leur outil de communication et participent directement à son élaboration.

Par ailleurs, il serait envisageable de désigner un correspondant par comité, chargé de faire remonter régulièrement des contributions. L'adaptation du journal au plus grand nombre, notamment par le biais de la simplification du propos, ne devra cependant pas être synonyme de baisse des exigences dans la qualité du contenu publié, mais uniquement de son adaptation. Par ailleurs, les militants les plus exigeants et les plus demandeurs devront pouvoir avoir accès à une revue plus théorique, ce qui pose le problème de l'évolution de *Critique communiste* (aujourd'hui revue de la LCR) vers la revue du futur parti.

Un certain nombre de participants ont souligné la nécessité de s'intéresser et d'investir d'autres

types de supports que la seule presse écrite. Le principal support évoqué est la radio. Développer une station propre au futur parti, pour séduisante qu'elle soit, pose cependant un certain nombre de problèmes (coûts, audience). Mêmes obstacles sur une hypothétique chaîne de télévision. La production d'émissions est également difficilement envisageable. Reste cependant la possibilité de mettre un certain nombre de travaux audiovisuels en ligne. Le caractère encore embryonnaire du NPA ne permettant pas réellement d'envisager, de manière réaliste, le développement de ce type de support, il semble préférable de se concentrer sur l'essentiel, sans pour autant se fermer aucune porte.

En fait, a été soulevée la nécessité de l'élaboration d'une stratégie de communication globale et « multisupports » pour le NPA et le futur parti. L'importance de la maîtrise de la communication paraît indéniable, tant celle-ci est utilisée à tous les échelons par la droite et les médias capitalistes en général. Par conséquent, celle-ci ne saurait être prise à la légère par le futur parti. Il paraît donc intéressant de réfléchir à la création d'une commission communication, réunissant à la fois compétences et bonnes volontés. Cette commission serait en relation directe avec les instances exécutives du parti, afin d'assurer une réactivité et une cohérence maximales. Elle s'occupera particulièrement de l'élaboration de stratégies de communication sur le long terme.

L'idée serait de s'emparer d'un thème précis, pour un temps donné, et de le développer sur plusieurs supports (presse du parti, médias bourgeois, affiches, tracts). Il apparaît également envisageable de créer ou de susciter un certain nombre d'événements permettant de mettre en avant tel ou tel axe de communication. En définitive, de passer d'une communication de réaction à une communication offensive. Par ailleurs, pour permettre au plus grand nombre d'accroître l'efficacité des actions entreprises, des formations spécifiques seraient mises en place, notamment concernant les réactions à avoir face aux médias de masse et à leur possible utilisation.

Correspondants

** Paru dans Rouge n° 2262, 24/07/2008.*

COMMISSION « SITE INTERNET » : Site provisoire dès la rentrée

Une commission d'une quinzaine de personnes s'est efforcée de recenser l'ensemble des compétences existantes et de faire quelques propositions pour l'avenir. Actuellement, pour accéder aux sites locaux NPA, il faut passer par le site national de la LCR, de même que, pour des raisons pratiques, le forum de discussions est hébergé par la LCR. Pour le site national, la volonté est de faire remonter les informations nationales et locales. Le débat doit commencer sur la charte graphique, la maquette, les rubriques, le type de logiciel (« libre ») à utiliser. Il est nécessaire d'élaborer une structure, un modèle de site ou de blog que les comités puissent s'approprier facilement, sans avoir de connaissances techniques particulières, ainsi qu'un kit d'harmonisation avec une charte graphique homogène donnant une visibilité claire au NPA.

Le forum est actuellement modéré a posteriori par une équipe de militants de la LCR. Il connaît un très fort écho : 80 fils de discussion ouverts et 400 personnes inscrites fin juin. Autre thème de réflexion : les listes de diffusion (verticales) et les listes de diffusion (horizontales). En résumé, la discussion – assez riche – a brassé des éléments de techniques et de contenu. Plusieurs propositions émanant de cette discussion vont être suggérées au comité d'animation provisoire : l'envoi d'un questionnaire aux comités pour recenser leurs besoins et connaître leurs compétences ; la

proposition d'une formation Internet pour les comités qui le souhaitent ; la mise en place un site national provisoire pour la rentrée.

Correspondants

* *Paru dans Rouge n° 2262, 24/07/2008.*

COMMISSION « LGBTI » : Ne pas esquiver le débat

Lesbiennes, gays, bis, trans et intersexes (LGBTI) : autant de victimes de discriminations, dont les droits doivent être mis en avant.

A l'origine, cette commission n'était pas prévue, en raison d'un calendrier militant chargé, où coïncidaient la rencontre nationale des collectifs pour un nouveau parti anticapitaliste (NPA) et la Marche des fiertés LGBTI. Néanmoins, forts de l'appel LGBTI initié par les camarades de la commission de la LCR, des délégués ont manifesté l'envie de se réunir et de débattre autour de ces questions lors des assises, et ils auraient été « mécontents » qu'un tel moment de rencontre et d'échange ne fût pas organisé.

Cette première rencontre a été très positive à plusieurs titres. D'abord, par le nombre de militants des comités NPA qui se sont réunis : 25, venus de plusieurs villes et communes (Bordeaux, Chalon-sur-Saône, Saint-Étienne, Morlaix, Paris, Toulouse, Marseille...). Les questions LGBTI apparaissent donc comme une préoccupation majeure d'un certain nombre de délégués, qui aspirent à la création du NPA. Soulignons le fait que ce nombre de militants marque un saut quantitatif important et appréciable par rapport à l'investissement des militants de la LCR sur cette thématique. Enfin, sur le fond, il faut noter l'intérêt des questions soulevées par les délégués, concernant l'articulation à construire entre le nouveau parti et les luttes LGBTI.

Parmi les différents thèmes abordés, signalons la question de l'oppression spécifique et de son articulation commune avec l'oppression hétéropatriarcale, que combat aussi le mouvement féministe. La définition de nos identités, en opposition à l'oppression des normes existantes, doit être au cœur d'un projet aspirant à la « transformation révolutionnaire de la société ». Le terme « LGBTI », que nous utilisons actuellement, ne semble pas être entièrement satisfaisant, tant d'un point de vue théorique et politique, que d'un point de vue « pédagogique », pour un parti large qui souhaiterait affronter ces problématiques. Le nom de la commission traitant de ces questions au sein du nouveau parti sera donc probablement aussi à reformuler.

Les participants ont également insisté sur les axes de l'appel (au nombre de cinq) et leur nécessaire amendement, dans le cadre d'un débat qui prenne directement en compte les préoccupations des personnes concernées par l'oppression homophobe au quotidien. Les thèmes de l'égalité démocratique et de la santé sont ceux qui ont le plus polarisé la discussion, du fait notamment du vécu des personnes présentes. Par ailleurs, il a été souligné que l'appel ne traite pas explicitement de la double oppression que peuvent subir les personnes handicapées, et qu'il ne traitait pas des questions liées à la protestation.

Plus préoccupants peut-être ont été les échanges relatifs à l'accueil des questions LGBTI au sein des comités NPA. Ainsi, la légitimité politique de ces luttes ne semble pas partout admise, et nous pouvons clairement dire qu'une homophobie qui ne dit pas toujours son nom peut exister dans

certaines comités. Il apparaît donc que le travail de notre organisation sur ces questions, au même titre que sur toutes les autres discriminations, est fondamental. En outre, nous ne pouvons pas admettre que ces luttes soient considérées comme secondaires, et donc reléguées au second plan... Trop souvent et trop longtemps, même si des évolutions positives sont survenues, c'est ainsi que la LCR a réagi face à ces questions.

De la lutte contre les discriminations au sens large, à celles concernant le droit au logement, le droit d'asile, les sans-papiers, la question internationale, la santé, le féminisme : les préoccupations des luttes LGBTI traversent et peuvent irriguer tous ces sujets. Aussi, la nouvelle organisation qui doit voir le jour ne peut, sauf erreur d'appréciation politique, faire l'économie d'une réflexion de fond sur ces questions, qui concernent bien entendu tous les militants de cette organisation, si tant est qu'ils souhaitent réellement révolutionner la société tous ensemble.

En résumé, cette rencontre, plutôt encourageante et féconde pour les perspectives qu'elle trace, a donc permis d'étoffer le réseau de contacts actuel de la commission de la LCR. Par ailleurs, un certain nombre de délégués se sont inscrits à l'université d'été de la LCR, ce qui nous permettra de continuer à débattre et à réfléchir sur notre activité et sa structuration, avant de nouvelles initiatives à la rentrée.

Correspondants

* *Paru dans Rouge n° 2263, 31/07/2008.*

COMMISSION « QUARTIERS POPULAIRES » : Un bon début

Le nouveau parti anticapitaliste doit développer une intervention soutenue dans les quartiers populaires.

Environ 80 personnes ont participé à la commission « Quartiers populaires », la majorité d'entre elles étant intervenue dans la discussion. Omar a présenté le débat en insistant sur la nécessité, pour le nouveau parti anticapitaliste, d'intervenir dans les quartiers populaires où sont présentes la question sociale – surdéterminante ! –, la question de la répression et des discriminations et, enfin, la question identitaire. La discussion a ensuite commencé.

Le constat général est que, en réalité, il se passe beaucoup de choses positives entre habitants des quartiers, lesquels ne sont pas un désert. Outre le concentré de tous les mauvais coups du pouvoir en place, les quartiers populaires sont aussi le concentré de toutes les discriminations. Le gouvernement et, plus globalement, les politiques publiques qu'il met en place cherchent à nous diviser, à nous monter les uns contre les autres : comment faire pour s'unir ? Quelles revendications pourraient nous y aider ? Car le potentiel de révolte est énorme dans ces quartiers, et pas seulement chez les jeunes : alors, comment faire pour que, dans le nouveau parti anticapitaliste, nous inventions des réponses qui changent complètement les choses ?

Plusieurs exemples d'actions organisées et en cours ont alors été évoqués. Ainsi, à Toulouse, où Airbus emploie 12 000 salariés, « tous Blancs ». Les membres du comité NPA ont organisé une collecte de CV au Mirail. Ils veulent faire jouer la législation sur la discrimination raciale. À Paris, dans certains arrondissements, les copains organisent des cafés politiques itinérants. À chaque fois, il y a un café, un débat et une action concrète ; à l'heure actuelle, 160 personnes ont été touchées

après quatre débats. À Avignon, les camarades impliqués au conseil d'administration du club de foot ont pu réaliser une vidéo avec des jeunes de quartiers, notamment sur les brutalités policières, et organiser un débat à partir de cette vidéo, puis faire un rassemblement devant la prison. Une fête de quartier va désormais être organisée.

La discussion s'est poursuivie sur les modalités d'intervention militante : d'une part, mener toutes les campagnes NPA (services publics, salaires, retraites, contre le racisme, soutien aux sans-papiers, transports gratuits...) dans les quartiers populaires ; en même temps, soutenir l'auto-organisation des quartiers, car des associations existent et agissent, cela vaut le coup « d'en être ».

Cela signifie mener les batailles telles qu'elles se présentent, dans toute leur diversité : contre les fermetures d'écoles ou la suppression de services publics, parfois contre la fermeture de centres commerciaux qui apportent une proximité intéressante pour les habitants, travail sur le logement... Les attaques étant nombreuses et variées, les ripostes doivent être à la hauteur ! Il peut aussi y avoir des campagnes et des actions spécifiques, par exemple contre les discriminations, contre les interventions musclées de la police ou pour intervenir dans les programmes de démolition des immeubles (qui, sous couvert de rénovation urbaine, visent surtout à refouler toujours plus loin les plus pauvres), ou encore pour le respect du droit de vote dans les prisons...

L'idée de créer un questionnaire à faire remplir sur les quartiers, de construire des cahiers de doléances et de les apporter nombreux dans les conseils municipaux, a également été retenue. Au fond, la seule chose à ne pas faire, c'est justement de ne rien faire ! Car, à chaque fois qu'on se lance, ça marche !

Correspondants

** Paru dans Rouge n° 2263, 31/07/2008.*

COMMISSION « ÉCOLOGIE » : Élaborer et agir

De l'écosocialisme aux sujets plus spécifiques, en passant par une esquisse organisationnelle en attendant le congrès fondateur du NPA, la commission « Écologie » n'a pas chômé...

La commission a regroupé une bonne cinquantaine de participants, dont les deux tiers n'étaient pas membres de la LCR. La première phase des travaux a consisté en une présentation de la problématique écosocialiste (sur la base des acquis de la LCR), suivie d'un débat et d'un échange sur les interventions militantes d'ores et déjà engagées par certains collectifs.

La discussion a abordé la démarche générale, mais aussi des thèmes très précis et ciblés, comme la pêche, la recherche, l'urbanisme, la montagne, l'agriculture. D'autres thèmes, tels que la défense des services publics ou l'exigence de la nationalisation de Total, ont permis de faire le lien entre luttes écologistes et luttes sociales. Enfin, à travers diverses questions – telles que les transports, l'agriculture productiviste, la préservation de l'environnement et de la nature, ou l'urbanisme –, la question de la décroissance a émergé comme étant un thème majeur de réflexion... et de débat.

La seconde partie des travaux a servi à tracer des pistes organisationnelles dans la perspective du congrès fondateur du nouveau parti, prévu en janvier 2009. Les propositions suivantes ont été avancées : création d'une liste mail « NPA écologie » interactive et ouverte à tous, création d'un

groupe provisoire national d'animation et de coordination, organisation d'une nouvelle conférence nationale (sur un week-end) de la commission avant le congrès. Une camarade de Marseille propose que cette réunion ait lieu dans les Bouches-du-Rhône.

Ces décisions ont fait l'objet d'un large consensus, à condition que le groupe d'animation provisoire s'occupe réellement de coordination et non de direction, en accord avec les principes de construction par la base, et avec l'exigence de démocratie réelle du NPA. Par ailleurs, sans recueillir une approbation unanime, plusieurs délégués ont préconisé le choix d'un thème d'action nationale dont pourrait se saisir le NPA, dès que possible. La proposition de la nationalisation de Total, en lien avec les problèmes énergétiques, a notamment été émise. D'autres participants, soulignant l'ampleur de notre tâche actuelle, souhaitaient plutôt laisser l'initiative aux comités, afin qu'ils participent ou organisent les actions de leur choix, au niveau local ou national. Il convient donc que les comités locaux s'emparent maintenant de ce débat, pour que cette question puisse être tranchée. Mais, en l'état actuel des choses, la commission ne pouvait prendre de décision de campagne pour la rentrée.

Enfin, la participation et l'apparition du NPA dans le plus grand nombre possible d'actions et de manifestations locales et nationales ont été jugées indispensables par une large majorité des participants. À ce titre, il a été conclu qu'il était souhaitable que les comités, en accord avec ce principe, se mobilisent pour la manifestation nationale du 12 juillet à Paris, organisée par le réseau Sortir du nucléaire, manifestation qui conjugait, pour la première fois, la thématique antinucléaire avec celle du réchauffement climatique. La réunion de la commission s'est conclue par l'inscription de nombreux camarades au groupe d'animation national.

Correspondants

** Paru dans Rouge n° 2263, 31/07/2008.*